

Le coût humain des pesticides Comment les viticulteurs et les techniciens viticoles français font face au risque

The human cost of pesticides How french vine growers and vine advisers deal with risk

Christian Nicourt et Jean Max Girault

Volume 9, numéro 3, décembre 2009

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/044188ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Université du Québec à Montréal
Éditions en environnement VertigO

ISSN

1492-8442 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Nicourt, C. & Girault, J. M. (2009). Le coût humain des pesticides : comment les viticulteurs et les techniciens viticoles français font face au risque. *[VertigO] La revue électronique en sciences de l'environnement*, 9(3).

Résumé de l'article

A travers un corpus de 70 entretiens réalisés auprès de viticulteurs et de conseillers viticoles en Languedoc-Roussillon, notre objectif est de comprendre pourquoi les viticulteurs ne cherchent pas à résoudre leurs incertitudes quant aux conséquences sanitaires des maux qu'ils éprouvent en utilisant des pesticides. Notre hypothèse est que c'est la seule stratégie qui s'offre à eux pour tenir leur peur à distance dans leur travail. Nous montrons d'abord qu'ils envisagent de manière ambiguë les maux qui les affectent au cours de leur travail. Puis, nous analysons leurs difficultés à préserver leur santé dans un contexte de travail contraint. Enfin, nous examinons comment des conduites de défi et un déni des situations s'articulent pour permettre la poursuite du travail. Cela, dans un contexte où la déstructuration des espaces et des temps partagés entre pairs entraîne une déliaison des collectifs, tandis que la recomposition de l'espace rural donne au regard public des effets paradoxaux. Ce qui érode les stratégies de défense des viticulteurs et ne modère pas leur usage des pesticides, mais en modifie les modalités.

Tous droits réservés © Université du Québec à Montréal et Éditions en environnement VertigO, 2009



Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

LE COUT HUMAIN DES PESTICIDES : comment les viticulteurs et les techniciens viticoles français font face au risque

Christian Nicourt et Jean Max Girault, Institut national de recherche agronomique (INRA), SAE2, UR 1216 RiTME, 65, Bd de Brandebourg 94205 Ivry Cedex France, Courriels : nicourt@ivry.inra.fr ; girault@ivry.inra.fr

Résumé : A travers un corpus de 70 entretiens réalisés auprès de viticulteurs et de conseillers viticoles en Languedoc-Roussillon, notre objectif est de comprendre pourquoi les viticulteurs ne cherchent pas à résoudre leurs incertitudes quant aux conséquences sanitaires des maux qu'ils éprouvent en utilisant des pesticides. Notre hypothèse est que c'est la seule stratégie qui s'offre à eux pour tenir leur peur à distance dans leur travail. Nous montrons d'abord qu'ils envisagent de manière ambiguë les maux qui les affectent au cours de leur travail. Puis, nous analysons leurs difficultés à préserver leur santé dans un contexte de travail contraint. Enfin, nous examinons comment des conduites de défi et un déni des situations s'articulent pour permettre la poursuite du travail. Cela, dans un contexte où la déstructuration des espaces et des temps partagés entre pairs entraîne une déliaison des collectifs, tandis que la recomposition de l'espace rural donne au regard public des effets paradoxaux. Ce qui érode les stratégies de défense des viticulteurs et ne modère pas leur usage des pesticides, mais en modifie les modalités.

Mots-clés : pesticides, santé, travail, viticulture, territoire

The human cost of pesticides : how french vine growers and vine advisers deal with risk

Abstract : Through a corpus of 70 interviews carried out with vine growers and vine advisers in Languedoc-Roussillon, our aim was to understand why the vine growers do not seek to solve their uncertainties on the medical consequences in relation to the use of pesticides. Our assumption is that it is the only strategy offered to them to control their fear in their work. First, we show that they consider in an ambiguous way the evils which affect them during their work. Second, we analyze their difficulties to preserve their health in a context of constrained work. Third, we examine how conducts of challenge and a denial of the situations are articulated to enable the continuation of their work. That, when public evaluation gives paradoxical messages, in a context of deconstruction of spaces and time-sharings between vine growers, involves a racking of collectives, while rural areas are recombining. This erodes the strategies of defense of the wine growers and does not moderate their pesticides use, but modifies their methods.

Keywords: pesticides, health, work, vine growing, territory.

Depuis qu'on a le problème de la flavescence dorée, on a changé un petit peu. Je mets un masque, j'ai des lunettes, donc je mets le masque, je mets la capuche, je mets des gants. Je mets une combinaison jetable. Mais je m'aperçois que des fois, j'ai un peu mal au ventre ou je suis un peu barbouillé, mais sans plus, malgré tout ça. Il y a des jours... Moi, ce matin je me suis levé de bonne heure, je me suis dit : t'y vas ? T'y vas pas ? J'ai un masque. Bon, j'ai pas un masque intégral. Non, parce que pour la flavescence, je m'amuse plus... Non je sais qu'il y en a qui sont morts, il y a eu des problèmes. On dit qu'il y en a qui sont morts à cause de ça. Y en a qui sont morts à cause du parathion à l'époque. Ici, il paraît qu'il y en a un ou deux qui auraient... J'ai un copain qui a failli mourir à cause de ça. Ça lui a goutté partout et il a failli mourir. Pendant deux, trois jours, le pronostic était réservé. (58 ans, instituteur reconverti à la viticulture depuis 10 ans, 20 ha, Hérault)

Les viticulteurs ne s'expriment pas aisément sur la relation entre leurs problèmes de santé, c'est-à-dire ce qui s'écarte de ce qu'ils considèrent comme la normalité de leur propre situation sanitaire (Canguilhem, 1996), et l'usage des pesticides. Dans les

entretiens, ce problème n'émerge pas de prime abord, et les premières questions sont même élégamment éludées. Il faut insister pour que puisse se mettre en mots les maux ressentis, et la peur qui entoure ces symptômes. En effet, au même titre qu'elle resurgit lorsque survient le décès par cancer d'un pair - celui qui partage les mêmes épreuves du travail - dont on suspecte l'origine au cœur des manières quotidiennes de travailler, l'enquêteur réactualise aussi la souffrance qui avait été enfouie pour pouvoir continuer à travailler. L'objectif de notre propos est de comprendre pourquoi les viticulteurs ne cherchent

Référence électronique

Christian Nicourt et Jean Max Girault, « Le coût humain des pesticides : comment les viticulteurs et les techniciens viticoles français font face au risque », VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement, Volume 9 Numéro 3, [En ligne] URL : <http://vertigo.revues.org/9197>.

pas à lever leurs incertitudes quant aux conséquences sanitaires des maux qu'ils éprouvent lors de l'usage des pesticides. Dans la perspective de Dejours (1980), analysant les stratégies de défense mises en place par des travailleurs en situations à risque, notre hypothèse est que c'est la seule stratégie qui s'offre à eux pour tenir dans leur travail, c'est-à-dire pour ne pas vivre quotidiennement avec « la peur au ventre ».

Notre propos¹ s'appuie d'abord sur des entretiens² conduits de 2005 à 2007, avec 51 viticulteurs coopérateurs du Languedoc-Roussillon, et 19 conseillers techniques viticoles de caves coopératives et de chambres d'agriculture³. Ces viticulteurs ont des situations modestes comparées à ceux d'autres vignobles plus prestigieux (Bourgogne, Bordeaux notamment) et, en Languedoc-Roussillon, d'autant plus qu'ils ne sont pas en caves particulières.

Maintenant, celui qui veut vivre de la propriété, il lui faut 30 hectares. A l'époque, on avait 8 hectares, on menait la vie encore. Mais c'était 45 ans en arrière. (59 ans, double actif, employé communal, 2 ha, Hérault)

Dans cette région, où se situe le plus important vignoble de France, l'histoire sociale et sa mémoire ont modelé le travail des viticulteurs au travers du mouvement coopératif. Ce n'est que depuis les toutes dernières années que les caves coopératives n'y sont plus l'organisateur social et politique de chaque commune. Pourtant, en 2005 encore, on compte 314 coopératives qui rassemblent près de 40 000 sociétaires cultivant 70% du vignoble, tandis qu'à peine plus de 5 000 vignerons se déclarent en caves particulières et mettent en valeur près de 100 000 hectares⁴. Quand les coopérateurs représentent 90% d'une

population viticole d'environ 45 000 personnes (hors salariés agricoles plein temps ou saisonniers), le travail viticole prend une forme singulière. Surtout, en s'organisant par commune, le mouvement coopératif y a renforcé les identités locales et plus particulièrement différencié les manières de travailler. Dès lors, une identité de viticulteur languedocien, liée à une histoire longue marquée par la révolte emblématique des vignerons en 1907 (Cadé, 1994), cohabite avec celles de viticulteurs dont le travail est modelé autant par leurs terroirs viticoles que par le territoire de leurs caves. Ainsi, les manières de penser, de dire et de faire le travail, consolidées par un répertoire commun d'histoires, d'épreuves et d'expériences peuvent aussi bien rassembler que distinguer les viticulteurs en autant de communautés de pratiques (Wenger, 1998). D'autant que, selon les conseillers techniques viticoles, les coopérateurs sont aussi clivés en trois grandes catégories : une majorité de retraités, 30 à 40 % de doubles actifs - ceux dont l'emploi principal n'est pas celui de viticulteur - et une proportion de professionnels à plein temps variant de 10 à 20 % selon les caves.

Les entretiens ont pour objectif principal de mettre en évidence l'évolution du travail de viticulteurs confrontés à des prescriptions qui leur enjoignent de réduire l'usage des pesticides. Le questionnement sur la relation entre cet usage et leur santé vise à s'interroger sur leur appréciation du phénomène et sur son influence dans l'évolution de leurs manières de travailler. Dans une perspective compréhensive, où il s'agit de saisir le sens que les acteurs donnent à leurs actions (Hughes, 1996), un tel questionnement a été confronté à un double problème méthodologique. Poser aux acteurs des questions qu'ils ne se posent pas - qui plus est dans le cadre de la violence symbolique d'une situation d'entretien - conduit à des discours le plus souvent stéréotypés, voire évasifs ; et la violence est redoublée lorsqu'elle implique la mise au jour de situations douloureuses qui avaient été souvent refoulées. Dans ce contexte, les 2/3 des viticulteurs se sont dérobés à ce questionnement. Quant à ceux qui ont répondu, nous montrerons qu'ils n'envisagent que de manière ambiguë les maux les affectant dans leur travail. En effet, les considérer comme des alertes sanitaires impliquerait de faire évoluer les manières de travailler collectivement admises et individuellement mises en œuvre. Cela, dans un contexte où se protéger implique des contraintes sensibles, notamment des problèmes d'évitement pour continuer à travailler dans un espace rural recomposé (Damette et Scheibling, 1995), où sont remises en cause les manières de travailler territorialement construites. Dès lors, cette incertitude sanitaire ne peut transformer le métier qu'à la marge. Isolées, des pratiques informelles visent à protéger les plus vulnérables, tandis que des conduites de défi signalent autant les souffrances enfouies que l'absence de perspectives collectives de revendication (Foucart, 2004).

¹ Les résultats exposés sont issus d'un rapport de recherche pour le Programme « évaluation et réduction des risques liés à l'utilisation des pesticides » du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable : Nicourt C., Garcia-Parpet M.F., - Girault J. M., Ollivier D. 2007. De nouvelles pratiques réduisant les risques phytosanitaires : un enjeu dans la construction de la qualité du vin. Paris : INRA.

² Les entretiens sont de type semi directifs : orientés par un canevas d'entretien, qui laisse libre cours aux sujets que veulent aborder les enquêtés. Il sont enregistrés puis retranscrits pour constituer le matériau de l'analyse.

³ Nous avons également assisté à 9 réunions de viticulteurs dans des caves coopératives et nous avons observé une situation de débat entre viticulteurs à propos de l'usage des pesticides : un contrôle technique public de pulvérisateurs organisé par une chambre d'agriculture, impliquant une douzaine de viticulteurs et 4 conseillers viticoles.

⁴ Par comparaison, le second vignoble français, celui d'Aquitaine, compte un peu plus de 11000 exploitations (dont

9000 pour le bordelais) pour une surface de 156 000 ha (dont 128 000 pour le bordelais).

L'usage des pesticides : un risque du travail incertain

Pour les viticulteurs, la santé au travail s'exprime sous forme de multiples incertitudes. Sur quels repères s'appuyer pour pallier ce péril, sur qui compter pour faire reconnaître que certains sont affectés jusqu'à en périr ? Ces interrogations, qui ne débouchent pas en débats collectifs entre pairs, ne peuvent que susciter le désarroi chez ceux qui rencontrent des problèmes de santé en relation avec leur travail.

L'incertitude face aux maux éprouvés

L'expérience sanitaire des pesticides, vécue par les viticulteurs, repose sur des épreuves. Des maux de tête, des nausées et des vomissements sont fréquemment cités. Mais, faute d'obtenir des explications de la part d'autorités sanitaires - le médecin de famille comme celui du travail - ils ne peuvent qualifier ces symptômes et les relier à leurs manières de travailler. Leur expérience des pesticides est d'abord celle d'une triple incertitude : la portée de ce qu'ils éprouvent, la pertinence des protections utilisées et la toxicité des produits employés. Cette incertitude est entretenue par les autorités sanitaires qui ont la mission d'aider à la résoudre. En effet, les campagnes de prévention successives distillent autant des discours rassurants que des informations alarmantes. Et, en prescrivant l'usage de protections individuelles réputées pour leur inappropriabilité aux exigences du travail, elles incitent à poursuivre l'emploi de produits reconnus toxiques, en imputant aux viticulteurs la responsabilité de leurs affectations sanitaires. Dès lors, ceux-ci s'interrogent surtout sur le problème non énoncé de ces campagnes : leur état sanitaire.

Faut pas être naïf, ça a un impact. Même si on n'a pas de symptôme, je pense que là-dessus, c'est clair... C'est pas une intoxication aiguë qui me fait peur, moi c'est sur 40 ans de carrière. C'est plus ça qui me fait réfléchir. (35 ans, GAEC à 3 associés, 45 ha, Hérault)

Les maux ressentis par chaque viticulteur sont partagés par ses pairs : ils constituent une expérience collective du métier. Cette expérience est alimentée à l'occasion des multiples échanges qui s'opèrent sur le territoire des communes viticoles, aussi bien sur les lieux de rencontres techniques (aire de remplissage des pulvérisateurs, réunion à la coopérative...) qu'au travers de relations de sociabilités : rencontres en bouts de parcelles, voisinage... Et cette expérience territoriale indique que l'incertitude est bornée par des expériences douloureuses : celles du décès de collègues.

Le problème c'est les insecticides : c'est les plus virulents ; c'est ce qui donne les soucis aux gens, c'est immédiat. C'est pas larvé comme maladie, c'est immédiat : des nausées... Dans les réunions à la cave, c'est un constat général, c'est les insecticides qui posent problèmes à tout le monde...

On a, de façon générale, des échos comme quoi certains viticulteurs... On en a connu dans le village quand même, qui sont décédés de cancer de la prostate, qui était lié aux produits utilisés, on le sait. (45 ans, 20 ha, Pyrénées-Orientales)

Quand la suspicion de l'origine professionnelle de la mortalité de pairs apparaît partagée, l'incertitude des viticulteurs se transforme d'abord en désarroi. Ensuite, les responsabilités des autorités en charge de la politique sanitaire agricole sont interrogées.

Le cancer, incertitude et déni institutionnel d'une expérience sociale du métier

Aux incertitudes des viticulteurs répondent en écho celles énoncées par ceux qui sont censés qualifier leurs maux et les relier à leur travail. Comme ailleurs, les autorités sanitaires sont réticentes à relier les problèmes sanitaires à des situations de travail, notamment les cancers (Cassou et al, 1985). Les travaux de Delemotte et al. (1987), sont rappelés depuis deux décennies pour montrer les préoccupations de ces institutions. A l'image du rapport sur le réseau de toxico-vigilance (Gingomard, 1997), ils sont cités surtout pour justifier de les étayer par des enquêtes et des dispositifs périodiquement renouvelées (Phyt'Attitude, GRECAN, AGRICAN), qui proposent des résultats au futur, à un terme toujours repoussé. Garrigou, Baldi et Dubuc (2008) soulignent la « prudence, voire la frilosité » de certaines institutions. En effet, l'étude CEREPHY (tumeurs cérébrales et produits phytosanitaires) a montré que les agriculteurs, qui sont parmi les sujets les plus exposés aux pesticides, présentent, par exemple, 2,6 fois plus de risque de développer une tumeur cérébrale que les autres catégories professionnelles (Provost et al., 2007). S'ils en avaient connaissance, ces travaux conforteraient les viticulteurs dans leurs suspensions. Mais pour eux, l'affectation d'un parent ou d'un collègue est d'abord une épreuve locale du métier qu'il leur faut gérer. Leur seule certitude est que le cancer est un risque de leur métier, parce qu'ils connaissent des « cas ».

Quand on fait un petit traitement, rien qu'avec la machine des fois au début si on met pas le masque, on ressent des maux de tête. Mais bon, c'est vrai qu'on se protège plus parce que c'est des produits quand même on sait pas trop. On nous dit bien qu'il y en a qui sont irritants... C'est vrai qu'on a mon oncle qui était agriculteur, qui a eu un cancer du cerveau, donc ça vient un petit peu des produits, des trucs comme ça. C'est vrai que de plus en plus on se protège et on essaie de prendre les produits qu'on nous dit les moins toxiques, surtout au niveau des insecticides. C'est trois traitements obligatoires pour la flavescence dorée, donc là, on se protège. (30 ans, couple viticulteurs, 17 ha, Hérault)

L'hécatombe je l'ai vue. Et des fois, on en parle et on me dit : « tiens, celui-là, il est mort du cancer, celui-là est mort du cancer ». L'autre fois, j'étais avec un ami, sur une vingtaine de maisons, presque tous avaient eu un cancer, que des agriculteurs. On se dit : quand même. (40 ans, 20 ha, Pyrénées-Orientales)

Les viticulteurs considèrent que les rares enquêtes effectuées ne leur ont jamais rendu leurs résultats. Avec l'usage des pesticides, ils pressentent l'existence d'un problème de santé majeur. Le président de la République semble d'ailleurs leur donner raison, lorsqu'il déclare, à la suite du Grenelle de l'Environnement, qu'il faut « interdire en urgence les substances les plus dangereuses ». Se profile en effet, en arrière-plan, le dossier de l'amiante, à propos duquel un rapport du Sénat (Dériot et Godefroy, 2005) a souligné que l'Etat avait failli à sa mission de sécurité au travail.

Disons que dans le monde viticole, on ne dit jamais que quelqu'un a... On suppose des fois qu'on peut s'intoxiquer. Personne ne diffuse une information comme quoi il y a une intoxication avec tel produit, officiellement. Aucun organisme officiel... On voit l'amiante aujourd'hui. Il y a des rumeurs, mais qui sont pas vraies, enfin après... On ne peut pas dire que ce soit faux, on ne peut pas dire que ce soit faux, mais on ne peut pas dire que ce soit... Des fois il y a une égratignure et, à la fin, il s'est coupé le bras. (47 ans, 35 ha, Hérault)

Dès lors qu'une « trentaine d'études épidémiologiques ont exploré le risque de tumeur cérébrale en milieu agricole et (que) la majorité d'entre elles met en évidence une élévation de risque, de l'ordre de 30 % » (Baldi et Lebaillay, 2007), lorsque l'incertitude vient plutôt du passé, pourquoi les institutions n'applique-t-elles pas un principe de présomption, comme le suggère Barthe (2008). Mais il s'agirait, ce faisant, d'imputer ensuite des responsabilités et d'offrir des réparations. Plus largement, de la part des institutions c'est une distanciation des préoccupations quotidiennes, notamment des problèmes sanitaires ressentis par ceux qui travaillent - une lente usure au travail - qu'il s'agit de remettre en cause (Cottureau, 1983). Ici encore, la comparaison avec l'amiante met en évidence l'enjeu industriel et assurantiel de la reconnaissance du caractère professionnel de l'atteinte sanitaire des pesticides (Herman et Thébaud-Mony, 2000 ; Thébaud-Mony, 2006). Comme le montre Jas (2007), c'est aussi toute une histoire de la régulation publique de l'usage des pesticides en agriculture qui perdure. Notamment celle du choix d'un dispositif d'homologation qui, depuis le décret-loi de 1943, en intégrant la « Commission des toxiques » chargée de protéger la santé publique à un collège de représentants de l'efficacité agricole des produits, a soumis l'objectif de santé publique aux exigences de la production agricole intensive. Ce qu'elle illustre avec le cas du Temik,

pesticide hautement toxique, qui obtient en 1969 une autorisation provisoire en passant outre l'avis des toxicologues ; interdit en 2002 par l'UE, il restera autorisé en France jusqu'en 2007.

L'odeur dans le travail : une expérience du risque trop incertaine pour le gérer

Pour se repérer dans les situations à risque, les viticulteurs disposent de peu d'indicateurs. Ils s'inscrivent pourtant dans une longue histoire qui a fait appréhender la toxicité des situations à partir des odeurs. C'est ainsi que le décret impérial de 1810, « relatif aux manufactures et ateliers qui répandent une odeur insalubre ou incommode », fut le premier texte réglementaire encadrant en France le risque industriel. Plus communément, c'est un composé soufré odoriférant ajouté au gaz domestique qui signale aujourd'hui une fuite à l'usager. Dans cette perspective, pour ceux qui travaillent dans des secteurs où le risque toxique existe (chimie, agriculture...), les variations d'odeurs sont des indicateurs potentiels de risques (Nicourt et al., 2000). Cette mise en alerte repose sur des épreuves personnelles et une expérience collective qui ont fait associer des maux à l'apparition d'odeurs. Cette expérience collective a pu être affinée par comparaison, lors d'échanges avec des collègues ou des techniciens, puis reliée à des produits identifiés. Cependant, la mise en marché de pesticides inodores rend inefficace cette connaissance issue de l'expérience.

Quand vous sulfatez et que vous repassez après, vous avez encore l'odeur du produit, même que la cabine soit bien étanche avec un filtre, vous sentez que vous venez de passer du produit à côté. Tandis que le désherbant, vous le passez dans chaque rang, ça n'a pas une odeur particulière qui fasse qu'on hésite à l'employer. Je pense que s'ils mettaient un produit qui sente mauvais, je pense qu'on réfléchirait un peu plus... Pour l'oïdium, quand il fait très chaud, vous pouvez pas aller dans la vigne pendant trois ou quatre jours parce qu'après vous avez des travaux à faire sur la vigne manuellement, ébourgeonner, palisser... C'est intenable quoi. Parce qu'il y a une odeur caractéristique. Avec le soleil, ça chauffe, ça sent mauvais. (50 ans, salarié cave coopérative 20 ans, reprise exploitation à la retraite de son père, 17 ha, Hérault)

L'odeur est pour les viticulteurs un élément d'appréciation important du risque encouru dans les situations de travail. Mais l'incertitude demeure sur ce à quoi elle se réfère - le produit actif ou son adjuvant - comme à sa signification en termes de santé humaine. Et cette incertitude sur ce qui sent ne permet pas non plus de qualifier la toxicité de la situation : certains adjuvants peuvent accentuer la toxicité des molécules actives. Bref, ce doute empêche d'affecter une cause certaine aux maux éprouvés.

Quand j'employais l'atomiseur, c'est-à-dire l'appareil porté sur le dos parce qu'il n'y avait que deux hectares, donc j'avais pas de grosse machine, ça partait et je passais dans le feuillage que je venais de traiter, alors mal de tête, mal de tête récurrent. Ça venait du produit. Alors est-ce que c'était l'additif qu'il y a, parce qu'il paraît que c'est les additifs qui font que ça sent ? C'est répulsif, il paraît, ou les solvants ? Enfin y avait un produit dedans qui me faisait mal à la tête. A l'époque je fumais aussi, donc vous aviez beau vous laver les mains quand vous preniez la cigarette, je pense que, plus ou moins... (50 ans, salarié cave coopérative 20 ans, reprise exploitation à la retraite de son père, 17 ha, Hérault)

L'odeur est un marqueur social des situations dégradées (Corbin, 1982). Dans les situations de travail, une variation d'odeur est un indicateur de risque. Mais l'existence et la qualification du danger révélés demeurent incertaines. Malgré tout, c'est un signe qui invite les viticulteurs à la prudence, même si son absence n'est pas dénuée de risques.

Les incertitudes des viticulteurs face aux risques de leur travail ne sont pas levées par les propos ou les prescriptions des autorités publiques. D'autant que celles-ci multiplient les campagnes de prévention et, au nom de risques toxiques encourus, prescrivent des outils et des méthodes de protection aussi coûteux à financer qu'à endurer dans les situations de travail. Dès lors, quand même le sens des maux devient incertain, les expériences les plus dramatiques laissent les individus démunis face aux risques de leur travail.

Une difficile préservation de la santé dans un contexte de travail contraint

L'incertitude des effets sanitaires de l'exposition aux pesticides conduit les conseillers viticoles à se protéger, plutôt en limitant leurs interventions dans les situations à risque. Tandis que les viticulteurs utilisent plus ou moins des protections dont ils doutent de l'efficacité. Utilisation d'autant plus limitée qu'ils subissent la pression des populations urbaines de plus en plus cotoyées.

La préservation discrète des conseillers agricoles

Préserver sa santé dans les contextes d'usage des pesticides n'est pas aisé. Les conseillers agricoles, qui ont désormais pour mission d'inciter les viticulteurs à en modérer l'emploi, se rendent compte qu'eux-mêmes sont exposés à l'occasion des analyses qu'ils effectuent fréquemment dans les vignes. Et comme les viticulteurs, ils savent les limites de l'usage des dispositifs de protection face aux multiples contraintes des situations de travail, et s'interrogent sur leur exposition aux

produits. Tous relient désormais certains maux qui les affectent à des interventions dans des vignes récemment traitées. Dans cette population, où la toxicité des produits employés est documentée, des pratiques informelles émergent pour protéger les personnes considérées comme vulnérables. Ces conduites prudentielles, prenant la forme du retrait, tranchent par leur dimension collective de celles des viticulteurs, mues par la dérision et portées par des individus.

J'ai une collègue qui a fait faire des analyses de sang en recherchant je sais plus quoi... Et il y avait un lien. Quand on a eu trois jours de récupération de produits phyto non-utilisables... On a eu deux, trois collègues femmes qui n'ont pas voulu y aller. Personne n'a pu les obliger à y aller... J'ai dit : « vous risquez bien moins, à part celles qui ne font pas de la phyto vignes ». Et ça a démarré chez elles. Il y a eu une journée de formation. Mais on a une collègue viti qui a refusé d'y aller, on lui a dit : « mais quand tu fais tes tournées, que tu as le nez dedans, le gars s'il a traité la veille avec un produit qui sent pas, tu vas en prendre encore plus. » Elle dit : « je sais, mais là je peux pas m'y faire » On a une collègue qui est enceinte, elle va pas aller dans les vignes jusqu'à ce qu'elle s'en aille, alors qu'il y a 4 ou 5 ans... (technicien Chambre d'Agriculture, Hérault)

Comme pour les viticulteurs, les autorités sanitaires professionnelles n'envisagent pas de relations entre les épreuves sanitaires liées par les conseillers viticoles et leur travail. Dès lors, parce que la discrétion et la fugacité des symptômes éprouvés les alertent peu, les conseillers portent rarement des protections, d'autant que celles-ci sont particulièrement inappropriées aux exigences de leur travail.

Moi j'ai un problème aux cordes vocales. J'ai été voir à la Mutualité, la médecine du travail, on n'a pas relié aux produits... Quand on fait les observations, on a des gants maintenant, un grand masque. Je ne sais pas si je le mettrais encore cette année. Souvent les gens ne le mettent pas non plus. C'est vrai qu'il y a des fois, on rentre et puis il avait dû faire un passage la veille, alors on a mal à la tête et le lendemain s'est passé... C'est plutôt des maux de tête, ou moins faim un jour parce que ça doit... Mais c'est loin d'être habituel. Mais je suppose que les gens qui traitent doivent y être un peu plus sujets... Quand on est avec des groupes de conduite raisonnée, le gars nous dit : « cet après-midi, il ne faut pas aller dans ma parcelle, je l'ai traitée hier ». Bon, on va en voir une autre. Quand on recherche des parcelles conjoncturelles sur certains parasites, à part l'odeur, on ne sait

pas quand le gars a traité. (technicien Chambre d'Agriculture, Hérault)

Les conseillers prennent cependant quelques précautions. Leur expérience sanitaire individuelle et peut-être aussi une évolution collective du métier, impulsée par les postures des conseillères et la mise en débat des expériences individuelles, ont conduit à une modification sensible des manières de travailler. S'il n'est pas aisé de savoir si les parcelles qui doivent être analysées, souvent en l'absence du viticulteur concerné, viennent ou non d'être traitées, l'odeur demeure - malgré son manque de fiabilité car certains pesticides sont inodoraux - le seul indicateur d'une intervention récente.

Maintenant, dans une parcelle qui sentait où on s'était arrêté, on n'allait pas au milieu de la vigne, mais on va faire quelques observations. Mais là, moi je m'en vais, je remonte dans la voiture, mais avant, non. Mais c'est pas parce que ça sentait mauvais que c'était forcément plus toxique. Mais il y avait l'indicateur : elle a été traitée récemment. (technicien Chambre Régionale d'Agriculture Languedoc-Roussillon)

L'évolution des comportements des conseillers est significative d'une prise de conscience des risques impliqués par l'usage des pesticides en viticulture. Il est remarquable que cette initiative provienne des femmes et se poursuive au-delà des situations de grossesse. Ce mouvement de retrait, qui se développe chez les conseillères, souligne que la relation aux risques dépend également des rapports sociaux de sexe, car les hommes peuvent être autant affectés dans leur santé reproductive (Tron et al. 2001). Cependant, contrairement aux viticulteurs, les conseillers débattent des maux qu'ils ressentent en tant que professionnels, et non au travers de propos privés. Au travers de ces échanges entre pairs, ces maux prennent le statut de problèmes du travail et deviennent reconnus comme tels. La posture des conseillers montre que la reconnaissance collective des risques liés à la surveillance de l'usage des pesticides comme problème du métier constitue une étape pour les dégager d'une problématique d'incertitude.

Limites et incertitudes des manières de se protéger

Limiter les durées d'exposition, utiliser l'ensemble des protections disponibles, telles sont les prescriptions adressées aux viticulteurs. Pour certains, le coût de ces protections est un obstacle à l'acquisition de matériel réputé performant (cabines pressurisées climatisées...) et au renouvellement des consommables (cartouches filtrantes...). Plus généralement, les équipements de protection individuelle (EPI) sont mal adaptés aux conditions réelles du travail : variabilité des activités et de leurs contextes, chaleur, activité physique et sudation, nettoyage et rémanence des imprégnations des produits... Quant aux équipements de protection de type cabines filtrantes et

pressurisées, la réalité du travail limite leur efficacité : obligations usuelles d'effectuer des réglages extérieurs, voire d'utiliser des commandes qui impliquent des ouvertures de cabines, projection de brouillard sur les vitres, sans compter la nécessité de changer fréquemment les cartouches... Même lorsqu'ils utilisent les protections préconisées, les viticulteurs doutent de leur efficacité. D'autant que, si les traitements varient selon les exploitations, les durées d'exposition sont toujours conséquentes, avec des périodes qui dépassent souvent 6 heures d'affilée, effectuées principalement de nuit, ce qui accroît la vulnérabilité sanitaire des individus exposés (Teiger et al., 1982).

On essaye de s'empoisonner le moins possible et c'est difficile. Moi, on est trois sur mon exploitation : mon père et moi et mon beau-frère. On traite quand même, enfin moi je traite 25 hectares tous les quinze jours. Ça me fait normalement deux jours, enfin deux nuits de traitements, deux fois 12 heures. Bon, on a les cabines avec les filtres, on les change. On fait tout ce qu'il faut mais c'est assez... Donc ça a un impact quand même, parce qu'on passe un temps monstrueux à ça. (35 ans, GAEC à 3 associés, 45 ha, Hérault)

L'inappropriation des protections prescrites aux situations de travail impose aux viticulteurs de les subir en déniaient les problèmes, ou de chercher à redevenir acteurs des situations. Alors, pour gérer ou mettre à distance le risque, ils bricolent des manières de faire qui deviennent des normes modulées selon les situations. Cette normativité, surgissant des épreuves endurées, compense les carences des prescriptions. Même si elle peut apparaître dérisoire, elle témoigne aussi de leur conscience du risque et des limites des outils censés le limiter. A tout le moins, elle a une efficacité symbolique en redonnant une posture d'acteur au viticulteur dans une situation qui le domine. Là où son exposition serait maximale, c'est en quelque sorte par ruse qu'il se rend maître du risque en se mettant en apnée.

Il y a quelques-uns qui se mettent des combinaisons jetables pour traiter et donc des masques, alors des fois c'est des masques à poussière, ça fait un peu sourire, des fois c'est des masques à cartouche... Moi je préfère encore ne rien mettre parce que dès que vous avez un peu de produit dessus, de suite c'est tout le temps que vous respirez le produit. Moi j'estime, quand on traite, c'est quand on tourne qu'éventuellement on peut en prendre. Eh ben ou on fait l'apnée ou on coupe le pulvé et puis voilà. (45 ans, 20 ha, Pyrénées-Orientales)

Tous les viticulteurs signalent que les protections sont peu appropriées aux exigences de leurs situations de travail : les combinaisons sont de véritables étuves, les gants limitent la

finesse des manipulations, les masques ne sont pas plus aisés à porter qu'à entretenir... Surtout, l'expérience des odeurs des produits, comme celle des limites de conception ou de fiabilité sur la durée des systèmes de protection dans le travail avec les machines (joints hydrauliques, protections d'arbres à cardans...), leur a appris que l'efficacité des protections était perfectible. En effet, depuis les travaux précurseurs d'ergotoxicologie impulsés par Robert Villatte (1985), puis par la thèse de Laerte Sznclwar (1992) au laboratoire d'ergonomie du CNAM, l'inappropriation des EPI aux exigences des situations de travail a été démontrée. Aujourd'hui, les travaux de Garrigou et al. (2008) confirment que les viticulteurs utilisent inégalement les protections disponibles, mais aussi que ces protections peuvent être illusoire. Ils ont en effet mesuré, que lors de certains travaux, ceux qui portaient des combinaisons étaient les plus contaminés. Ce qui peut renvoyer autant à des pratiques de moindre vigilance liées à des « croyances de surprotection », qu'à des problèmes d'entretien voire de qualité de ces instruments de protection. En effet, des essais ont aussi démontré la perméabilité aux pesticides de combinaisons de protection certifiées (Garrigou, 2007). La protection qu'assurent les cabines semble autant perfectible.

L'étanchéité n'est jamais à 100 % dans la cabine. Et à des moments, quand y a pas de vent, ça fait un nuage, un brouillard qui, des fois, vient dedans. L'air qu'on filtre, je suis sûr qu'il est pas pur. Il y a des moments, l'odeur rentre dans la cabine, donc quelque part, le produit rentre aussi. (39 ans, 22 ha, Aude)

Pour des raisons économiques, pour tenter de se rassurer ou de limiter leur affectation, voire pour répondre aux prescriptions, beaucoup de viticulteurs utilisent épisodiquement des protections. Ils pensent pourtant qu'elles ont une efficacité sanitaire limitée et que, quoiqu'ils fassent, les traitements ne seront pas sans effets sur eux à long terme. C'est que, comme dans d'autres secteurs, qu'ils soient indépendants ou salariés, la protection de la santé au travail repose sur celui qui prend le risque. Dès lors, les prescriptions des autorités sanitaires permettent d'imputer la responsabilité de ses maux à celui qui s'est exposé.

Masquer les pratiques à risque dans un espace rural recomposé

Comme l'ensemble des agriculteurs, les viticulteurs sont confrontés à une recomposition de l'espace rural, qui passe par une modification de population et de l'organisation de l'espace, mais aussi par un changement de son sens (Jollivet et Mathieu, 1989) : l'espace rural devient un décor, un espace rêvé, envers du monde urbain. Pour les viticulteurs, cela signifie aussi une perte d'influence dans des communes où l'activité de la cave coopérative rythmait la vie sociale. C'est aussi un autre regard porté sur le travail viticole. Entre les viticulteurs et leurs voisins, le bruit des engins agricoles et l'usage des pesticides à proximité des habitations deviennent objets de conflits. Dès lors, ils doivent

composer avec leurs nouveaux concitoyens en modifiant leurs manières de travailler.

Il y a 5 ans, il y avait pas d'habitations. La première habitation était à 1,5 km et maintenant il y a le lotissement avec 80 maisons qui sont à 500 m. Et ça, ça arrange pas les relations. C'est pour ça qu'il faut faire un maximum gaffe avant de se faire remonter les bretelles : d'aller jouer sur les heures de traitement... J'ai un gendarme maintenant qui vient y passer ses week-ends et ses jours de repos. Entre le mur mitoyen et la première souche, il y a 5 mètres. Alors suivant les vents, je suis un peu emmerdé pour traiter. Et ça, c'est un souci qu'on va avoir de plus en plus. Parce que quand il y a le vent dominant en tramontane, la maison est sous le vent, je suis obligé de couper trois ou quatre mètres avant d'arriver, et de tourner, avec le pulvé coupé, et, ensuite, de reprendre et de faire tous les bords avec les bras que d'un côté, pour finir mon traitement. (45 ans, 20 ha, Pyrénées-Orientales)

Quand les viticulteurs deviennent une population minoritaire des communes viticoles, la signification sociale des traitements change. D'opération technique d'un métier partagé par les habitants de la commune, ils deviennent la pratique d'une entreprise dangereuse faisant subir un risque toxique à l'environnement et à la population locale. Dès lors, la visibilité publique du travail viticole implique d'en rendre les pratiques acceptables ou, à tout le moins, de ne pas mettre en œuvre de pratiques devenues emblématiques des risques toxiques.

Non, mais c'est l'image... Maintenant les vignes, elles se retrouvent en bordure de maisons. Un agriculteur qui va aller traiter avec une combinaison, masque à gaz et tout ça, il se fait sortir au fusil. Par contre, s'il y va en tong, en tee-shirt et short, pour le même produit, le gars lui dit : ça risque rien, c'est pas grave. (débat techniciens Chambre Régionale d'Agriculture Languedoc-Roussillon)

La rurbanisation conduit les viticulteurs à devoir choisir entre prendre des risques accrus et subir la critique des riverains en adoptant des protections visibles qui indiquent l'épandage de produits toxiques. Dans ce contexte, l'usage d'une cabine - qui ne signale pas particulièrement les travaux d'épandage - est considéré comme un compromis entre la préservation de leur santé et la sérénité des rurbains.

Quelqu'un qui se promène et qui voit un viticulteur qui traite, il se détourne sans savoir si c'est nocif ou non. Mais quand il voit un viticulteur avec un masque, il est un peu inquiet quand même...

Involontairement, vous donnez un message que vous appliquez un produit qui est nocif ou qui peut présenter une nocivité... Mais quand on est dans une cabine, ça se voit pas. Il vaut mieux avoir une cabine que le masque... La cabine, même si je sais pas si c'est vraiment très efficace, mais bon, la cabine avec les filtres à charbon, je pense que c'est le bon compromis... (technicienne Chambre Régionale d'Agriculture Languedoc-Roussillon)

L'épandage des pesticides pose la question de la relation entre santé au travail et santé environnementale au travers des techniques de protection et de leur visibilité publique. D'un côté, les viticulteurs se trouvent confrontés à leur propre prise de risque : est-il acceptable de mettre consciemment sa santé en jeu en travaillant ? D'un autre, porter des protections visibles inquiète les riverains et peut être utilisé comme argument pour dénoncer des pratiques environnementalement inacceptables, qui mettent en péril la qualité de l'air, des eaux, voire celle du vin, et font courir des risques toxiques aux populations environnantes.

Déni, défi et relégation de la santé au travail dans le domaine privé

Les prescriptions de protection de la santé s'avérant coûteuses - financièrement et sanitaire - et souvent vaines, pour continuer à travailler en tenant leur peur à distance, il ne reste aux viticulteurs qu'à dénier les risques qu'ils encourent. Ce déni s'effectue d'autant plus aisément qu'ils peuvent concevoir leurs affectations comme des attributs ordinaires de leurs conditions de travail et qu'ils considèrent leur santé comme relevant de leur sphère privée. Dès lors, c'est à chacun de trouver des manières de conjurer sa peur, aussi en défiant publiquement ceux qui déniaient sa situation.

Le déni : un instrument de survie qui s'adosse à une normalisation des maux du travail

Evoquer les problèmes de santé au travail semble réactiver une peur enfouie, ce qui expliquerait qu'une forte majorité de nos interlocuteurs ait éludé ce questionnement. Quant aux autres, ils ne parviennent à en parler que lorsqu'elle reste dans l'ordre de la généralité. Plus communément, échanger entre eux de manière plus précise à propos des épreuves endurées est conçu comme impudique.

Dans les réunions à la cave, c'est un constat général, c'est les insecticides qui posent problèmes à tout le monde. Les produits contre la flavescence dorée qui donnent des nausées. Ou des problèmes de contact avec les mains : des tâches, mais pas souvent. Mais personne n'en parle, c'est secret quand on a un problème. (45 ans, 20 ha, Pyrénées-Orientales)

Leur discours tend plutôt à limiter la portée des affectations subies, voire à mettre en avant la résistance sanitaire des pairs. Dans ce registre la vigueur de ceux qui ont « abusé » de l'arséniate de soude, ce toxique emblématique, est souvent évoquée. Si le propos vise à balayer les incertitudes, il est cependant tenu avec une certaine réserve qui souligne son statut d'exception.

La génération de mon père, les produits interdits comme l'arsenic, il dit : j'en ai passé toute ma vie, regarde, j'ai 82 ans. C'est vrai, il a 82 ans, il en a passé toute sa vie. C'est ce genre de petite réflexion. C'est : je l'ai utilisé, j'ai jamais rien eu. (réunion jeunes viticulteurs, coopérative certifiée Terra-Vitis, Aude)

Se moquer de celui qui se protège ou trouver d'autres origines aux maux ressentis tient la peur sanitaire à distance. Cette distanciation, soulignée par la dimension ironique du propos, permet aussi de dédramatiser les phénomènes. D'autant qu'elle exprime autant l'incertitude que la dimension équivoque des situations. Chacun se doit alors de sourire, même s'il peut ensuite interpréter le propos selon son point de vue.

Si vous disiez maux de tête, on disait qu'il restait peut-être un peu trop longtemps au soleil et pas particulièrement qu'il inhalait le contenu de la cuve. (30 ans, ancien préparateur en pharmacie installé depuis 6 ans, 27 ha, Aude)

Il est d'autant plus facile de dénier la portée des maux touchant les viticulteurs que l'expérience de chacun est celle de signes incertains et fugaces. En effet, l'intoxication est une manifestation du court terme : un symptôme perçu comme événementiel, d'autant plus aisé à ignorer. Sa répétition chez les individus et l'expérience du partage de cette répétition par les pairs tend d'ailleurs à banaliser les maux ressentis.

La toxicité des produits ? Je crois qu'on est tous pareils. Le soir, on peut être fatigué, avoir mal à la tête, on sait pas si on a mal à la tête parce que la journée a été fatigante ou si c'est un produit qu'on a accumulé. On ne peut pas savoir. (débat techniciens Chambre Régionale d'Agriculture Languedoc-Roussillon)

Ainsi, les maux s'inscrivent dans une normalité du travail viticole qui affecte le corps, au même titre qu'il l'est par la pénibilité physique de certains travaux. Plus largement, en prenant place dans une connaissance de multiples événements semblables, reliés empiriquement à des situations, les symptômes de toxicité s'inscrivent dans une expérience sociale du quotidien du métier sur le territoire.

La dérive privative des maux du travail

Les viticulteurs sont des travailleurs indépendants dont les relations ambiguës aux pesticides, contribuent à rendre inaudibles les atteintes à leur santé au travail. Ouvriers double actifs et retraités pour leur grande majorité, ils partagent une même idéologie ouvrière valorisant la résistance à la douleur et à la peur, fondée sur une stratégie de défense de la virilité (Gollac et Volkoff, 2002). Comme viticulteurs, ils sont également sociétaires de leurs coopératives, historiquement articulées dans une même commune en coopérative vinicole et coopérative d'approvisionnement. Cette dernière vend notamment des pesticides, et un même conseiller agricole peut partager son service entre les deux structures. Ainsi les prescriptions d'usage des pesticides sont-elles difficilement remises en cause, car elles semblent être l'expression des intérêts des viticulteurs eux-mêmes. Quant à ceux qui ont rompu avec cette pression en s'inscrivant dans des démarches de réduction ou de bannissement de l'usage des pesticides (Terra-Vitis, Agriculture Biologique), c'est le coût des pesticides, des opportunités de marché ou des questions éthiques qui les ont mobilisés plutôt que l'impact sur leur santé. C'est aussi leur relation au consommateur qui les oblige à occulter l'usage des pesticides. Toute reconnaissance de la toxicité de cet usage risque en effet de poser la question des résidus sur les produits et de fragiliser d'autant les viticulteurs, dont le revenu dépend de la vente de ces produits.

Il y a aussi l'image de marque : « untel, le viticulteur, regarde-le, il est comme un scaphandre, donc il utilise des produits toxiques, donc le vin du coin est un vin traité avec des produits toxiques ». Et ça, il y a une image qui est pas trop bonne. (45 ans, 20 ha, Pyrénées-Orientales)

Ici, un boycott de produits cultivés à l'aide de pesticides dont la toxicité met en jeu la santé des viticulteurs, comme cela a été effectué en Californie, pour soutenir des ouvriers agricoles immigrés empoisonnés par des épandages de pesticides, avec l'aide de leur syndicat de branche, d'associations de consommateurs et de défense des droits de l'homme aussi bien que caritatives (Gordon, 1999), est impensable. Toute action, permettant d'établir une liaison entre risque toxique dans le travail et dans la consommation des produits élaborés, met en effet en cause la filière et son histoire. C'est aussi pourquoi la question des EPI est si sensible. S'il est difficile pour les viticulteurs de se mobiliser pour réduire l'usage des pesticides, il l'est tout autant de débattre collectivement et donc publiquement des atteintes de leur santé par l'usage des pesticides. Dès lors, ce débat ne peut qu'être transféré dans la sphère privée, où il servira de masque au questionnement sur la responsabilité sanitaire de l'usage des pesticides.

En effet, la circulation des informations sur les maux du travail emprunte des chemins privés plutôt que des réseaux

professionnels, même si ceux-ci sont connectés sur les territoires des caves. Ce mode de circulation tranche avec celui des échanges techniques qui s'opèrent sur les lieux professionnels : aire de remplissage, bouts de parcelles, cave coopérative ou d'approvisionnement... La maladie est cantonnée dans l'ordre du privé, voire de l'intime. Et il est dangereux de la faire sortir de cette sphère, car elle est aussi un signe de l'éventuelle incapacité à pouvoir continuer à travailler et donc à signaler que l'avenir de l'exploitation pourrait être compromis. Ici, l'absence d'échanges professionnels conduit à ne pas interroger collectivement les pratiques. Les maux ressentis lors du travail ou à son issue sont considérés comme des problèmes personnels, même si chacun sait que des pairs sont dans des situations comparables. La maladie s'inscrit alors dans un destin individuel (génétique) ou une construction privée (alimentation, tabagisme...), en aucun cas professionnelle.

L'influence du travail sur la santé est une expérience partagée des viticulteurs. Pourtant, ils ne posent jamais publiquement et collectivement cette question comme problème de leur travail. Elle alimente des propos privés et cette inscription dans la sphère privée individualise le phénomène.

Des gens sont morts de cancers. Jusqu'ici, on en a quelques-uns : cancer du cerveau à 72 ans. C'est arrivé comme ça. Maintenant qu'il y en ait plus dans la population viticole, je sais pas, je pourrais pas vous dire... Les cancers, mon père est mort de ça. Ma mère allait pas à la vigne, mon père fumait un peu, pas beaucoup, il buvait beaucoup de vin comme tous les viticulteurs, je me suis dit : il est mort de ça. Trois ans après, elle est décédée de ça, elle buvait pas, elle fumait pas. C'est qu'il y avait autre chose. Ils avaient un jardin, ils employaient de l'insecticide tout ça, mais peut-être que c'est pas ça. Des fois, on se pose des questions. Moi ça m'a interpellé. J'ai demandé si génétiquement c'était... On m'a dit que c'était pas du tout génétique. Mais enfin bon, quand les deux ont le même... Le professeur disait : c'est très rare. C'est sûrement dû à l'alimentation. On se pose des questions. (50 ans, 20 ans salarié cave coopérative, 17 ha, Hérault)

La transformation des problèmes de santé au travail en faits privés permet d'autant plus aisément de les interpréter comme des rumeurs, décrédibilisant la parole du locuteur. Dès lors, quand les politiques publiques sont défailtantes, il revient aux individus de gérer leurs peurs et de construire leurs indicateurs de risque.

Le défi : une affirmation identitaire

Pourquoi des viticulteurs prennent-ils publiquement des risques manifestement exagérés ? L'observateur est en effet surpris par certaines pratiques déroutantes telles que souffler dans l'orifice

des pastilles de buses de pulvérisation de pesticides pour les déboucher, arriver le visage et les bras maculés de bleu lors du contrôle public de pulvérisateurs à l'occasion d'une campagne de prévention... Si les viticulteurs considèrent qu'est consubstantiel de leur travail le fait de subir des maux lors des traitements, on peut faire l'hypothèse avec Dejours que l'existence de ces maux est rendue acceptable par la mise en place d'un jeu de défenses tenant leur peur à distance. C'est le rôle des défis, ces conduites explicitement dangereuses qui visent à renverser la situation, en démontrant la résistance sanitaire de celui qui les exécute. Prendre l'initiative face aux risques est un jeu ironique qui permet leur maîtrise symbolique (Trompette et Caroly, 2004). Mais au-delà, la mise en exergue de la macule a aussi une signification sociale. Elle vise à montrer les pratiques de traitement comme des constructions historiques qui fondent le métier : un partage de manières de travailler, distinctives et publiques. Il s'agit aujourd'hui de mettre en évidence ces manières de faire pour que soit reconnu un attribut symbolique qui distinguerait les viticulteurs de ceux qui critiquent leurs pratiques : aussi bien les rurbains que ceux prétendant maîtriser, par des techniques de protection, les risques de leur travail.

Avant tu remuais les produits, je te jure, même moi... Tu prenais les gouttes de partout, mais les gens s'en foutaient. Presque à la limite, plus tu en foutais partout, plus tu étais une référence... Mais plus vous traitez, vous arrivez avec le tracteur blanc, bleu, de toutes les couleurs et plus, pour le monde agricole, vous étiez quelqu'un de bien. Et c'est ancré, ça. Ça, c'est un truc qui est encore. Je suis ni vieux, ni jeune, mais les gens qui sont englués dedans, c'est encore ça la référence. (40 ans, 20 ha, Pyrénées-Orientales)

Les défis visent à montrer que l'histoire collective, qui a produit ces manières de travailler en se jouant des risques, a assuré la survie aussi bien sanitaire, économique que sociale des individus. Il s'agit, pour les plus âgés⁵, de montrer qu'ils continuent à travailler et que leurs méthodes ont été éprouvées, face aux bouleversements en cours qui déstabilisent les plus jeunes. Evoquer la vigueur de l'ancien qui a toujours traité à l'arsenic confirme que le problème ne réside pas dans les manières de travailler. Les défis visent aussi à rendre publique ce qui est dénié. Alors qu'il faudrait cacher les manières de travailler signalant le risque aux rurbains, les défis perdurent. C'est qu'ils ne visent pas seulement à conjurer la peur sanitaire mais aussi à prouver la vitalité du métier. Ainsi de celui qui vient s'attabler au café du village « bleu comme un *schrroumph* ». Dévoiler des conduites à risque emblématiques en les accentuant illustre la résistance des viticulteurs et de leur métier. L'auteur du défi affirme sa vitalité face à ses pairs, mais aussi celle d'un métier,

face à la crise qui menace de le désagréger et de le faire disparaître. Il s'agit de préserver une identité collective. Cependant, la dimension démonstrative et publique du défi n'en fait une ressource identitaire que si elle est partagée par les pairs. C'est pourquoi elle révèle les limites des relations collectives voire les clivages des viticulteurs. Pour les plus jeunes, davantage contraints de réduire leur usage des pesticides par la crise viticole que par des soucis sanitaires, ces défis témoignent de prises de risque inutiles, d'un gâchis financier et sont l'expression de mauvaises manières de travailler. Ils ne comprennent pas que ces signes puissent célébrer pour d'autres l'omniprésence et la vitalité de la viticulture sur le territoire.

Ils ne savent pas pourquoi ils traitent. Peut-être parce qu'à l'époque le père ou le grand-père disait : il faut traiter tant de fois. Au bout de 14 jours, il faut bombarder. Et puis ça fait pas trop plaisir et je n'arrive pas à comprendre comment des gens peuvent sulfater et peuvent revenir bleu, sur les yeux, partout. (réunion jeunes viticulteurs, coopérative certifiée Terra-Vitis, Aude)

Malgré cela, la crise réunit les viticulteurs pour accentuer l'occultation de leurs problèmes de santé au travail. Est-ce le moment de s'en préoccuper quand le travail lui-même risque de disparaître ? Dès lors, si des conduites de déni s'articulent avec la dérive privative des maux du travail pour les normaliser et permettent au final de poursuivre le travail, les défis visent autant à conjurer la peur sanitaire que la mort du métier.

Conclusion

La mise à distance des questions de santé est une banalité du monde du travail, qui a même été magnifiée au travers de la figure de la fatigue dans la population ouvrière (Loriot, 2000). En viticulture, cette culture est fortement représentée par les doubles actifs qui constituent près de la moitié des coopérateurs du Languedoc-Roussillon. Ceux-ci, du fait des exigences temporelles de leur emploi non viticole, ne traitent que le week-end, c'est-à-dire, selon leurs collègues mono actifs, « *bombardent tous les 14 jours* ». A l'opposé, les viticulteurs en agriculture biologique, qui pourraient sembler les plus ardents défenseurs de la santé face à l'usage des pesticides, n'en font qu'une motivation marginale de leur orientation et de leurs manières de travailler. Ainsi, l'abandon des pesticides s'intègre pour eux d'abord dans une posture éthique qui vise au respect de l'environnement mais aussi un objectif de re-naturalité d'une viticulture qui respecterait la plante pour lui permettre d'exprimer toutes les caractéristiques de son terroir, au raisin puis au vin (Teil et Barrey, 2009). Même si, dans le cadre du même programme de recherche (Bergouignan, Nicourt et Teil, 2008), des réponses à deux enquêtes par questionnaire postal en France auprès de viticulteurs « conventionnels », « Terra-Vitis » et « biologiques » indiquent que pour 77% d'entre eux, leurs problèmes de santé les conduisent à adopter des innovations

⁵ Rappelons qu'environ 40% des coopérateurs du Languedoc-Roussillon sont retraités de la viticulture et travaillent leurs vignes.

environnementales, les auteurs concluent pourtant qu'ils ne figurent pas parmi leurs motifs d'engagement prioritaires dans les innovations. C'est d'abord une conception de la santé des plantes plutôt que la leur qui mobilise les viticulteurs AB ; de même que nous avons montré que c'était d'abord la santé des animaux qui mobilisait celle des éleveurs ovins AB (Nicourt et al., 2009).

Dans le contexte actuel de crise viticole en France, la gestion du risque sanitaire par les viticulteurs n'est pas aisée : se prémunir contre le risque n'est pas accessible à tous. En effet, les inégalités socio-économiques pèsent aussi sur le risque sanitaire encouru par les individus, tandis que la crise renforce l'individualisation des réponses aux questions sociales. Certes, si ailleurs des ouvriers agricoles travaillant dans les plantations californiennes se mobilisent pour réduire leur exposition aux pesticides, c'est parce qu'existent là-bas des normes prescrivant des intervalles d'intervention après épandage, le port d'équipements de protection, etc., censés les protéger, qui constituent des repères pour les mobilisations (Reeves et Schafer, 2003). Il faut aussi remarquer que la santé de ces ouvriers n'a pu être posée comme question sociale que parce que l'usage des pesticides l'a d'abord été comme problème par le mouvement environnementaliste (Nash, 2004). Mais les viticulteurs languedociens sont confrontés à une triple contrainte accentuant plus leur désarroi qu'elle ne favorise la prise en compte collective de leurs problèmes de santé au travail. D'abord, la recomposition de l'espace rural ne suscite pas de mouvement environnementaliste ; elle renforce leur isolement au travers d'un regard public qui érode leurs stratégies de défense face au danger et ne modère pas leur usage des pesticides, mais en modifie les modalités. Ensuite, la déconstruction du travail collectif par les cahiers des charges, mis en place par les caves coopératives, déstructure les espaces et les temps partagés lors desquels s'opèrent les échanges entre pairs (Nicourt et Girault, 2008). Enfin, comme travailleurs indépendants, aucune norme ne régit leur protection au travail. Dès lors, comme pour l'amiante, les associations de victimes, en judiciarisant le problème (Henry, 2003), seront-elles seules à pouvoir faire avancer publiquement la reconnaissance et la prise en compte du problème ? En attendant, les viticulteurs se cachent pour traiter, seuls face à leur peur.

Bibliographie

- Baldi, I. et P. Lebailly, 2007, Cancers et pesticides. La Revue du Praticien, vol. 57, pp 40-44.
- Barthe, Y., 2008, Quand l'incertitude vient du passé : du principe de précaution au principe de présomption. Nature Sciences Sociétés. 16, 1, pp. 36-40.
- Belis-Bergouignan, M. C., C. Nicourt et G. Teil, 2007, Viticulture, vins et pesticides : un projet collectif. Rapport de recherche pour le Programme « évaluation et réduction des risques liés à l'utilisation des pesticides » du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable
- Cadé, M., 1994, Traditions identitaires du mouvement ouvrier français dans le Midi rouge, de la fin du xix^e siècle à nos jours. Le Mouvement Social, 166, pp. 91-105.
- Canguilhem, G., 1966, Le normal et le pathologique. Paris, PUF. 225 p.
- Cassou, B, D. Huez, M. L. Mousel, C. Spitzer et A. Touranchet, 1985, Les risques du travail. Pour ne pas perdre sa vie à la gagner. Paris, La Découverte. 640 p.
- Corbin, A., 1982, Le miasme et la jonquille. L'odorat et l'imaginaire social XVIII^e-XIX^e siècles. Paris, Aubier-Montaigne. 334 p.
- Cottureau, A., 1983, L'usure au travail : interrogations et refoulements. Le Mouvement Social, 124, pp. 3-9.
- Damette, F. et J. Scheibling, 1995, La France, permanences et mutations. Paris, Hachette. 256 p.
- Dejours, C., 1980, Travail : usure mentale. Paris, Le Centurion. 150 p.
- Delemotte, B., P. Foulhoux, S. N. Nguyen, J. Fages et J.-L. Portos, 1987, Le risque pesticide en agriculture. Archives des Maladies Professionnelles, 48, 6, pp. 467-475.
- Dériot, G. et J.-P. Godefroy, 2005, Le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante. Rapport d'information. Mission commune d'information du Sénat. [En ligne] URL : <http://www.senat.fr/rap/r05-037-1/r05-037-1.html>, consulté décembre 2009.
- Foucart, J., 2004, Sociologie de la souffrance. Bruxelles : de Boeck, 322 p.
- Garrigou, A., I. Baldi et P. Dubuc, 2008, Apports de l'ergotoxicologie à l'évaluation de l'efficacité réelle des EPI devant protéger du risque phytosanitaire : de l'analyse de la contamination au processus collectif d'alerte. Pistes, 10, 1, 17 p.
- Garrigou, A., 2007, Une approche ergotoxicologique de l'efficacité des EPI : le cas de l'usage des produits phytosanitaires en viticulture, SFRP. Bordeaux. PWP : 20 diapos. <http://www.sfrp.asso.fr/MAN/pdf/19-Garrigou.pdf>.
- Gingomard, M. A., 1997, Le réseau français de toxicovigilance agricole : premiers résultats après 6 ans d'expérimentation. Rapport. Paris : UCCMA.
- Gollac, M. et S. Volkoff, 2002, La mise au travail des stéréotypes de genre. Les conditions de travail des ouvrières. Travail, Genre et Sociétés. 8, 2, pp. 25-53.
- Gordon, R., 1999, Poisons in the fields : the United Farm Workers, pesticides and environmental politics. The Pacific Historical Review, 68, 1, pp. 51-77.
- Henry, E., 2003, Intéresser les tribunaux à sa cause. Contournement de la difficile judiciarisation du problème de l'amiante. Sociétés Contemporaines, 4, 52, pp. 39-59.
- Herman, P. et A. Thébaud-Mony, 2000, La stratégie criminelle des industriels de l'amiante. Le Monde diplomatique, Juin, pp. 20-21.
- Hughes, E. C., 199, Le regard sociologique, essais choisis. Paris, EHESS. 344 p.
- Jas, N., 2007, Public health and pesticide regulation in France before and after Silent Spring. History and Technology. 23, 4, pp. 369-388.
- Jollivet, M. et N. Mathieu, 1989, Du rural à l'environnement : la question de la nature aujourd'hui. Paris : L'Harmattan. 351 p.
- Loriot, M. 2000, Le temps de la fatigue : la gestion du mal-être au travail. Paris, Anthropos. 293 p.
- Nash, L., 2004, The fruits off ill-health: pesticides and workers'bodies in post-world war II California. Osiris, 19, pp. 203-219.
- Nicourt, C., J.M. Girault et J. Bourliaud, 2000, Les odeurs d'élevages : textes, conflits et négociations locales. Economie Rurale, 260, pp. 79-89.
- Nicourt, C. et J.M. Girault, 2008, Le travail viticole à l'épreuve de la réduction de l'usage des pesticides. Actes des 2^{èmes} journées de recherches en sciences sociales. SFER, Lille, 11 et 12 décembre 2008. 12 p.
- Nicourt, C., M. Benoit, G. Laignel et J. Cabaret, 2009. Approches sanitaires comparées d'éleveurs ovins allaitants biologiques et conventionnels. Innovations Agronomiques, 4, 49-60.
- Provost, D., A. Cantagrel, P. Lebailly, A. Faffré, V. Loyant, H. Loiseau, A. Vital, P. Brochard et I. Baldi, 2007, Brain tumours and exposure to pesticides: a case-control study in southwestern France. Occupational and Environmental Medecine, pp. 1-6.
- Reeves, M. et K. Schafer, 2003, Greater Risks, fewer rights: US farmworkers and pesticides. International Journal of Occupational and Environmental Health, 9, pp. 30-39.
- Sznclwar, L., 1992, Analyse ergonomique de l'exposition des travailleurs agricoles aux pesticides. Essai ergotoxicologique. Thèse, CNAM. Paris, 374 p.
- Teiger, C., A. Laville, J. Boutin, L. Etchezaharreta, L. Pinsky, N. See et J. Theureau, 1982, Les rotativistes : Changer les conditions de travail. Paris, ANACT. 345 p.
- Teil, G., et S. Barrey, 2009, La viticulture biologique : de la recherche d'un monde nouveau au renouvellement du goût de terroir. Innovations Agronomiques, 4, pp. 427-440.

- Thébaud-Mony, A., 2006, Histoires professionnelles et cancer. Actes de la recherche en sciences sociales, 3, pp. 18-31.
- Trompette, P. et S. Caroly, 2004, En aparté avec les morts... Peur, larmes et rire au travail : les métiers du funéraire. Terrain, 43, pp. 63-84.
- Tron, I., O. Piquet et S. Cohuet, 2001, Effets chroniques des pesticides sur la santé : état actuel des connaissances. Rennes, Observatoire Régional de la Santé Bretagne. 88p.
- Villatte, R., 1985, Toxicologie et ergonomie. Les risques du travail, Cassou B., Huez D., Mousel M. L., Spitzer C., Touranchet A. (dir), pour ne pas perdre sa vie à la gagner. Paris : La Découverte, pp. 301-303.
- Wenger E., 1998, Communities of practice: learning, meaning, and identity. New York : Cambridge University Press, 340 p.